

Athlétisme/Après la 2e édition du « 10KMPOG »

Le chef de l'Etat tape du poing sur la table



Photo : BANDOMA

Le chef de l'Etat : " Ceux qui ne remplissent pas le cahier de charges laissent la place aux autres".

MIKOLO MIKOLO

Libreville/Gabon

TOUT est parti des questions des journalistes qui, dimanche dernier, à la fin du "10KMPOG", ont dénoncé le laxisme et l'amateurisme de certaines associations sportives nationales, notamment la Fédération gabonaise d'athlétisme (FGA) qui, selon de nombreux athlètes et encadreurs techniques, est quasiment inexistante, pour que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, sorte de sa ré-

serve. Sur un ton conciliant mais ferme, surtout lorsque ses interlocuteurs lui ont demandé de prendre des sanctions contre les responsables fédéraux moribonds.

« Nous avons parfois discuté avec les fédérations internationales qui gèrent les associations nationales. Il y a un dialogue que nous devons instituer avec elles. Ce qui est très important, c'est que le ministre d'Etat chargé des Sports a des instructions précises pour que nous puissions développer, de plus en plus, les compétitions sportives », a déclaré Ali Bongo Ondimba. Qui,

par la suite, a poursuivi son argumentaire sur un ton plus sec. « Il est clair qu'aujourd'hui, nous voulons non seulement avoir des fédérations qui s'occupent beaucoup plus des athlètes, des sportifs. Mais aussi celles qui organisent des manifestations sportives (...). Nous voulons maintenant voir les Gabonais et Gabonaises participer à ces compétitions et, surtout, les remporter. Je suis aujourd'hui dans le concret : moins de paroles, plus d'actes et du concret. Il faut simplement que les uns et les autres s'y mettent. Que ceux qui ne remplissent pas le cahier de



Photo : Mikolo Mikolo

Plus question, pour Ali Bongo Ondimba, de voir les athlètes gabonais faire de la figuration aux compétitions d'élite.

charges laissent la place aux autres », a martelé le président de la République. Estimant que le Gabon démontre sa capacité d'organiser un certain nombre de compétitions sportives de haut niveau, qui arrivent à avoir rapidement le label international, Ali Bongo Ondimba s'est étonné de la longévité de certains présidents fédéraux, qualifiés de « paresseux » par les médias et les sportifs. Une sorte de coup de gueule qui semble tracer le nouveau cap sportif.

« (...) C'est incompréhensi-

ble qu'après plusieurs décennies à la tête d'une fédération, on y trouve encore les mêmes personnes, malgré l'absence de résultats positifs. Il y a un problème ! Aujourd'hui, je vais m'attacher à des actions concrètes au profit du sport pour tous dans notre pays. Le tourisme c'est bien, mais ce sera encore mieux que nous puissions rapporter des trophées et des médailles. Les autres le font, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas aussi le faire », a tonné Ali Bongo Ondimba. La sortie du chef de l'Etat

pose le problème des fédérations sportives nationales qui, depuis plusieurs années (en dehors du taekwondo avec Anthony Obame : champion du monde en 2013 et vice-champion olympique en 2012, champion d'Afrique en 2018), n'apportent aucun résultat positif, alors qu'elles sont régulièrement financées par l'Etat gabonais et les fédérations internationales.

Doit-on continuer à injecter d'importantes sommes d'argent dans le sport pour des piètres résultats ?

Omnisports/Message du ministre des Sports aux fédérations

L'accompagnement de l'Etat désormais sous conditions

James Angelo LOUNDOU

Libreville/Gabon

QUELQUES semaines après une série d'échanges avec les différents acteurs du mouvement sportif national, notamment ses principaux dirigeants, le ministre d'Etat aux Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a convoqué ces derniers, afin de donner les premières conclusions issues de leurs précédents échanges.

Pour la tutelle sportive nationale, il faut travailler à l'amélioration des résultats sportifs. Ce, en recherchant de meilleurs mécanismes et approches pour y parvenir.

« L'exercice 2018-20019 doit être le point de départ d'une nouvelle vision pour les ambitions à faire aboutir. Il est vrai que l'Etat n'a pas toujours honoré ses engagements. Mais cela ne



Photo : F. M. MOMBO

Le ministre d'Etat aux Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze (C) a invité les présidents de fédérations (photo de droite) à lui présenter des propositions porteuses lors de leurs prochains échanges.

saurait justifier la bérézina à laquelle nous assistons avec nos équipes sur la scène internationale. Parce que les résultats n'ont jamais été aussi peu reluisants. Il n'est pas normal qu'au terme d'une saison, on ne connaisse pas, par exemple, le nom du champion du Gabon en athlétisme ou au lancer du poids. L'Etat peut logiquement s'interroger sur l'efficacité d'un investissement

sans résultats probants, parce qu'il n'a jamais autant apporté sa contribution. Nous devons donc prendre les mesures qui s'imposent. Nous n'allons plus accepter, par exemple, que des équipes soient constituées et envoyées à l'international, dans des disciplines où il n'y a pas d'activités sur le plan national. Des conditions sur la participation de nos athlètes ou équipes aux



Photo : F. M. MOMBO

compétitions internationales vont donc au préalable être posées. L'Etat va s'employer, pour que chacun assume ses responsabilités. Son accompagnement sera donc, désormais, conditionné et proportionnel aux résultats obtenus sur le terrain. La performance et le résultat doivent être le centre de notre action. D'où la redéfinition du rôle de l'Etat qui ne doit plus être le seul acteur dans le financement

du sport et de son développement. Nous allons donc travailler ensemble pour changer la donne », a avancé le ministre d'Etat aux Sports en phase avec les déclarations du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, dimanche dernier au sortir de la deuxième édition des 10 km de Port-Gentil (lire ci-dessus).

Alain-Claude Bilie-By-Nze prône ainsi une vraie re-fondation du sport gabo-

naï. De la formation aux infrastructures, en passant par l'encadrement, le cadre juridique, le financement, le sport scolaire et universitaire. Il va, de ce fait, proposer un nouveau chronogramme de rencontres avec les responsables des fédérations sportives nationales, qui devront apporter des propositions, afin de mettre en place un socle solide et que la nouvelle saison sportive démarre sur de nouvelles bases.

Un exercice à partir duquel la tutelle a obtenu de l'Agence nationale de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives et culturelles (Anageisc), en collaboration avec le Comité national olympique gabonais, que les fédérations n'ayant pas assez de ressources pour la location ou construction d'un siège, s'installent au stade de l'Amitié à Angondjé.